



Focus

SÉCU : L'INSTITUT DE LA PROTECTION SOCIALE ÉVANGÉLISE TOUS AZIMUTS

L'heure des bilans a sonné pour l'**Institut de la protection sociale** (IPS). Depuis janvier 2015, le think-tank sur la protection sociale présidé par **Bruno Chrétien** a multiplié les rencontres avec des élus comme **Fabrice Verdier**, député **SRC** du Gard, et **Sylviane Bulteau**, députée PS de Vendée, tous deux chargés de mission parlementaire sur le régime

social des indépendants (RSI). Sans oublier les sénateurs comme **Alain Million** (**Républicains**, LR) du Vaucluse et président de la commission des affaires sociales du Sénat.

Depuis mai, l'IPS travaille aussi au corps les quatre ténors de la primaire à droite, **François Fillon**, **Alain Juppé**, **Bruno Le Maire** et **Nicolas Sarkozy**, à coups de notes blanches. Une des

propositions de l'IPS pourrait servir de test sur la détermination des candidats à réformer le système. L'IPS propose de soumettre au référendum la suppression ou le maintien des régimes spéciaux des élus et des salariés du secteur public (**RATP**, **SNCF** et **EDF**) auquel l'Etat consacre entre 7 et 8 milliards d'euros par an. Concernant le nœud gordien du finan-

cement sur lequel tous les candidats achoppent, l'IPS prône une sortie du système du financement de la protection sociale par le travail (cotisations, CSG et charges parafiscales) et propose d'instaurer une taxation sur les ressources financières des géants du web comme **Google**, **Apple** ou **Facebook**. Pas sûr que l'idée déclenche leur enthousiasme. ●